

CRISE DE L'EAU DOUCE : LE SIÈCLE DE LA SOIF A COMMENCÉ (I)

VÉRONIQUE RIGOT 30 NOVEMBRE 2023



La contamination de l'eau aux PFAS révèle ce qui sera une préoccupation majeure dans quelques années : l'accès à une eau douce de qualité. À bien y regarder, les pénuries d'eau potable de qualité sont déjà une réalité en de nombreuses régions de la planète. La question est progressivement devenue une préoccupation géopolitique internationale mais, malgré cela, l'humanité continue de vivre comme si de rien n'était.

C'est l'histoire de la seule ressource vitale pour tout être vivant. On peut vivre sans manger durant quelques jours, voire quelques dizaines de jours, mais il est exceptionnel de survivre à plus de trois jours sans boire [1]. Ouvrir une fenêtre sur le monde par le biais des médias européens, africains, américains ou asiatiques révèle à quel point l'eau représente un problème sur tous les continents. Cet automne 2023, la Belgique réalise sur son propre territoire ce que représente la contamination massive aux PFAS, les polluants éternels [2]. Cet été 2023, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine ont fait face à l'une des pires sécheresses de l'histoire. C'est le cas en particulier en [Uruguay](#), au [Panama](#) ou encore au Chili et dans une partie de l'[Argentine](#). Ailleurs, des pays comme l'[Iran](#), l'[Afghanistan](#) ou l'[Afrique de l'Est](#) manquent cruellement d'eau, de même que certaines régions de [France](#).



D'autres régions du monde font face à des intempéries sans précédent : tout récemment, la [Chine](#) a fait face à de graves inondations, de même que l'[Inde](#) ou encore la [Norvège](#) et la [Suède](#). On le voit, personne ne peut prétendre être épargné. En cause, le phénomène El Niño [3], qui réapparaît cette année après quelques années d'accalmie [4], et s'ajoute aux effets du réchauffement largement décrits dans les derniers rapports du Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du [climat](#) (GIEC) [5]. L'effet conjugué des deux phénomènes pourrait bien mener à un emballement du réchauffement en 2023 et 2024. Il est aujourd'hui question de la destruction massive de nos lieux de vie et des écosystèmes, et aussi de privation d'une ressource vitale pour l'humanité, l'eau douce.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ? LES CAUSES PROFONDES DE LA CRISE

Il est de notoriété publique que l'eau douce est répartie de manière inégale sur la planète. Tout d'abord, celle-ci ne représente que 2,5% de l'eau disponible sur la planète [6]. De cette eau douce disponible, seulement 1,2% l'est à la surface de la terre (plus de 68% de l'eau sur la planète est piégée sous forme de glace et plus de 30% dans les sols et les sous-sols, notamment dans les nappes phréatiques et fossiles). Ensuite, certains pays disposent de grandes étendues d'eau de surface (des lacs, des fleuves et des rivières), alors que d'autres pas. Enfin, certains pays bénéficient de précipitations plus ou moins régulières tout au long de l'année. Le cycle naturel de l'eau est tel que celle-ci a longtemps été considérée comme une ressource renouvelable, voire inépuisable, et il y a donc des raisons naturelles à la répartition inégale de l'eau sur la planète.

A ces causes naturelles de la crise actuelle s'ajoutent des facteurs humains : dérèglement climatique, pollution et surconsommation. Le réchauffement de la planète provoqué par les émissions de gaz à effet de serre a pour conséquence principale de dérégler les systèmes climatiques et, notamment, les régimes de précipitations ; la hausse des températures a également pour effet d'accélérer l'évaporation des eaux de surface. Par ailleurs, les nombreuses pollutions (aux plastiques, aux biocides, aux substances chimiques, mais aussi aux microparticules, ou encore aux métaux lourds) [7] que l'on observe sur tous les continents raréfient la quantité d'eau douce de qualité. Enfin, la surconsommation d'eau douce, en particulier pour les usages agricoles (70%) et industriels (19%) [8] est la troisième des principales causes humaines à la crise de l'eau. Ce constat est posé depuis de longues années par la communauté scientifique qui, pour visibiliser la consommation d'eau, a développé l'idée d'« empreinte eau » [9], à l'image de l'« empreinte carbone », elle vise à mesurer « l'eau nécessaire à tout ce que nous utilisons, portons, mangeons, achetons ou vendons ».



UN DROIT HUMAIN LONGUEMENT DÉBATTU

Longtemps crainte, la crise de l'eau douce est aujourd'hui bel et bien réelle, et les femmes et les filles sont d'ailleurs les premières concernées [10]. Selon le portail UN Water [11], en 2022, plus de deux milliards de personnes, soit une personne sur trois, manquait d'eau potable gérée en toute sécurité, dont 115 millions de personnes buvant de l'eau de surface [12]. En 2022, 3,5 milliards de personnes n'avaient toujours pas d'assainissement géré en toute sécurité. Il s'agit pourtant là de questions élémentaires de santé publique. Selon l'OMS, la diarrhée reste une cause majeure de mortalité, pourtant en grande partie évitable. L'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène permettrait d'éviter chaque année la mort de 297 000 enfants de moins de 5 ans [13].

La crise de l'eau douce est bel et bien réelle, et elle va aller en s'aggravant d'année en année avec les effets conjugués du réchauffement et d'El Niño. Or l'eau est un droit humain reconnu par l'Assemblée générale des Nations Unies depuis juillet 2010 [14]. Cette reconnaissance est le fruit d'un débat qui a duré plus de 30 ans, car c'est lors de la première conférence des Nations Unies sur l'eau, en 1977 à Mar del Plata, en Argentine, que l'eau a été reconnue pour la première fois comme un droit [15]. Une reconnaissance extrêmement lente et, derrière cela, une mise en œuvre problématique, en raison du caractère hautement stratégique de la ressource qui constitue le véritable « pétrole du siècle de la soif » selon les mots de l'Ambassadeur du Yémen aux Nations Unies qui présidait au vote de la résolution en 2010 [16].

LE SIÈCLE DE LA SOIF A COMMENCÉ

Le stress hydrique permet de mesurer la difficulté d'accès à l'eau potable en comparant les ressources disponibles (toutes sources renouvelables) avec la demande (tous les usages, du domestique à l'industriel en passant par l'agriculture). L'OMS considère ainsi que la disponibilité en eau par an et par habitant doit être supérieure à 1700 m³ pour éviter le stress hydrique [17].

Les projections sont pour le moins inquiétantes : selon l'Unicef, d'ici 2025, la moitié de la population mondiale pourrait vivre dans des régions en stress hydrique [18]. Constat confirmé par le GIEC, dont le Rapport dédié à l'adaptation publié en 2022 pointait qu'« environ la moitié de la population mondiale souffre actuellement d'une grave pénurie d'eau pendant au moins une partie de l'année, en raison de facteurs climatiques et non climatiques » [19]. Le World Resources Institute a quant à lui modélisé le stress hydrique à l'horizon 2040 dans un atlas en



ligne [20] : on y voit que, selon le scénario le plus optimiste, le stress hydrique en 2040 pourrait être élevé en Belgique comme dans de nombreuses régions européennes et dans le reste du monde.

ET L'HUMANITÉ RESTE DANS LE DÉNI...

La question de la rareté de l'eau, longuement cantonnée aux pays en développement, est devenue petit à petit une préoccupation géopolitique internationale. Le Forum économique mondial ne s'y est pas trompé : les crises liées à l'eau sont considérées comme un des risques majeurs pour l'économie mondiale [21]. L'OCDE a quant à lui amplifié, ces dernières années, ses recherches dans le domaine de la sécurité hydrique [22]. Il en va de même pour l'OTAN qui surveille de près les risques liés à l'eau [23], pour le Conseil de Sécurité qui évoque fréquemment la question dans l'idée de faire de l'eau un vecteur de coopération et non de conflits [24], ou encore pour l'Union européenne, dont le Service d'action extérieure a développé une véritable diplomatie de l'eau suite à l'adoption de conclusions du Conseil fin 2018 [25].

Mais malgré cette prise de conscience, à l'instar du dérèglement climatique, alors que la crise est là et risque de s'amplifier si l'on ne réagit pas de manière radicale pour changer les comportements, l'humanité continue de produire et de consommer comme si les ressources en eau étaient infiniment renouvelables.

Lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, en mars 2023, le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a dénoncé la « surconsommation vampirique de notre sang vital », exposant le fait que « nous avons brisé le cycle de l'eau, détruit les écosystèmes et contaminé jusqu'aux eaux souterraines » [26]. La conférence a abouti à un programme d'action pour l'eau [27], qui recueille aujourd'hui 800 engagements volontaires à mieux gérer l'eau. De quoi faire sortir l'humanité du déni ?

Des solutions existent, mais elles sont insuffisantes. [Lisez la seconde partie...](#)

[1] Futura-Sciences, « Combien de temps peut-on vivre sans boire ? », média dédié aux sciences consulté en ligne. Les mammifères les plus résistants en la matière sont les camélidés, et en particulier le dromadaire qui, selon l'espèce, peut rester jusqu'à trois semaines sans boire et supporter des températures très élevées allant jusqu'à 50 degrés avant de montrer des signes graves de déshydratation. Le sort de l'être humain, constitué à plus de 60% d'eau, est loin d'être aussi enviable : les premiers signes de déshydratation sont visibles après 24 heures sans boire et l'auto-régulation de la température du corps humain montre vite ses limites au-delà de 40 degrés.

[2] Voir le dossier en ligne réalisé par le journal Le Monde (23 février 2023),

<https://www.lemonde.fr/le...>

[3] El Niño est un phénomène climatique naturel de fluctuation de la température de l'eau de l'océan pacifique qui a un effet sur les régimes climatiques dans différentes régions du monde. Pour en savoir plus, voir le site de l'Organisation météorologique mondiale :

<https://public.wmo.int/fr...>

[4] Organisation météorologique mondiale, « L'Organisation météorologique mondiale annonce le début de l'épisode El Niño », Communiqué de presse du 4 juillet 2023.

[5] Voir en particulier le rapport dédié à l'adaptation et aux vulnérabilités publié en 2022 : Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation and Vulnerability | Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation and Vulnerability (ipcc.ch)

[6] Les chiffres présentés dans ce paragraphe sont issus de UNESCO, « Where is water ? The water Rooms #2 », vidéos de vulgarisation réalisées par le World Water Assessment Programme (WWAP), 2016.

[7] Voir en particulier, sur les pollutions agricoles : UN Water, « Water pollution is an increasing global concern », octobre 2017.

[8] Les usages domestiques représentent 11% de la consommation mondiale.

[9] Le concept a été développé par le Professeur Arjen Hoekstra de l'Université de Twente aux Pays-Bas. Pour en savoir plus, voir le site <https://www.waterfootprin...>

[10] UNICEF/OMS (2023), « Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2022 : gros plan sur le genre », 6 juillet 2023.

[11] Le portail UN Water coordonne les efforts des entités des Nations Unies et organisations internationales actives dans le domaine de l'eau.

[12] UNICEF/OMS (2023), Ibid.

[13] OMS, « Assainissement », Fact Sheet, mars 2022.

[14] Nations Unies, « Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement », Résolution A/RES/64/292*, adoptée par l'Assemblée générale le 28 juillet 2010.

[15] Nations Unies, 'The human right to water and sanitation : milestones', UN-Water Decade Programme on Advocacy and Communication (UNW-DPAC).

[16] Nations Unies, Assemblée générale, 28 juillet 2010, couverture de réunion AG/10967, disponible à l'adresse : <https://press.un.org/fr/2...>



[17] Pour en savoir plus sur le stress hydrique ou la pénurie d'eau, voir

<https://www.unwater.org/w...>

[18] UNICEF, « Water scarcity », dossier en ligne disponible à l'adresse :

<https://www.unicef.org/wa...>

[19] GIEC, « AR6 WGII : Summary for policy makers », 2022, p.9

IPCC_AR6_WGII_SummaryForPolicymakers.pdf

[20] World Resources Institute, Projet Aqueduct, <https://www.wri.org/aqueduct>

[21] Forum économique mondial, *Rapport des risques mondiaux 2018*, 13^e éd. (Genève, Suisse, 2018).

[22] OCDE, portail dédié à l'eau : <https://www.oecd.org/water/> Voir en particulier le rapport « Financer la sécurité hydrique de demain » publié en mars 2022.

[23] OTAN (2005), « Water, a key security asset », disponible à l'adresse :

<https://www.nato.int/docu...>

[24] Conseil de Sécurité, Aperçu des travaux du Conseil de Sécurité en 2022, 12 janvier 2023,

<https://press.un.org/fr/2...>

[25] Union européenne, Service d'action extérieure : <https://www.eeas.europa.e...> et

<https://www.eeas.europa.e...>

[26] Nations Unies, Remarques du Secrétaire général à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'eau, 24 mars 2023 : <https://www.un.org/sg/en/...>

[27] Nations Unies, « La Conférence de l'ONU sur l'eau s'engage à donner vie à un programme d'action pour l'eau au service de notre avenir commun », couverture de réunion ENV/DEV/2057, 24 mars 2023, <https://press.un.org/fr/2...>

TAGS:

CLIMAT

EAU

RESSOURCES NATURELLES

